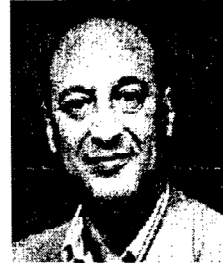


Monnaie et Répartition: l'application du modèle FMI et le multiplicateur de crédit permettront-ils en Algérie d'avoir une régulation conforme au bien-être général ?



BOUMENDJEL Saïd.
Université Badji Mokhtar. Annaba.

Mots clés:

monnaie- contreparties- Offre de monnaie- Réserves- Multiplicateur-

Résumé:

Dans le cadre de sa transition à l'économie de marché, qui exige son désendettement progressif, l'Algérie a été amenée à appliquer le programme d'ajustement du FMI. Or, le modèle de base le FMI est, en raison de ses hypothèses, à la fois keynésien et néolibéral. Cette note de l'analyse de ces deux aspects que nous avons appliqués à la régulation financière appliquées. Les résultats confirment les données officielles. Les entrées nettes de capitaux étrangers met en doute l'éligibilité de l'Algérie à d'autres sources de financement étrangers.

Or, depuis quelques années, l'Algérie accumule des dettes. Ni la régulation macro-économique, ni la régulation financière ne peuvent plus fonctionner de manière satisfaisante sans que le gouvernement retrouve le contrôle sur le recours à la planche à billets, hélas, demeure à la portée de la population.

L'ensemble des statistiques internationales nous permet de se pour mettre en relief, par nos calculs, le fait que le rapport du dinar algérien par US ne cesse de se détériorer au fil des années. Les variations dans la valeur du dinar risquent toutefois de faire croire aux citoyens, dans un élan de cœur nationaliste, que c'est la population entière qui subit en quelque sorte un choc externe.

La variation des réserves internationales (or monétaire, devises) est un indicateur rare de la santé financière d'un pays.

Quant à l'offre de monnaie en Algérie, elle demeure hypothétiquement une variable exogène (une variable qui refuse en quelque sorte d'être endogénéisée à l'activité économique) dans la mesure où l'État démiurge en a toujours fixé le niveau à sa guise, sans que sa décision fût forcément reliée à un calcul économique rationnel.

Il semble bien qu'en Algérie, le "multiplicateur de crédit" s'est mû en "diviseur de crédit": la contrainte financière n'a jamais eu droit de cité dans l'économie algérienne. En fin de compte, seule la "privatisation du secteur bancaire" pourrait sans doute redonner de la vigueur et de la rigueur à l'activité de financement de l'économie.

ملخص

في إطار التحويل نحو اقتصاد السوق الذي يتطلب التخلص التدريجي من التدوين، أصبحت الجزائر تطبق برنامج التعديل للاقمي. لكنه النمط النقدي لهذا البرنامج فهو كينيزي و نقدي في نفس الوقت، فلا بد من أخذ بعين الاعتبار من ناحيتين:

إن النتائج التي حصلنا عليها قد كانت موافقة مع المعطيات الرسمية. فيبدو أن المدخولات للسرورس أموال اللابنكية سلبية مما يجعل البلد غير مرشح للحصول على قروض أو استثمارات أجنبية. ومنذ سنوات أصبحت الدولة المناسبة تسحب لفائدة الدولة المدينة.

فلا يمكن أن نحصل على إي ضبط اقتصادي كلي أو أي كفاح ضد اللامساواة من دون ضبط النفقات العمومية من طرف الحكومة وإلا لا يبقى إلا اللجوء إلى لوحة الأوراق النقدية.

إن جميع الاحصاءات الدولية تساعدنا بفضل الحسابات على إظهار تدهور قيمة الدينار الجزائري بالنسبة للدولار من سنة إلى أخرى وهذه التغييرات لا تعني أن كل السكان مصابون بالصدمة الخارجية. إن التغييرات في المحزونات الدولية معيار نادر يدل على الصحة المالية للبلد. أما عرض النقود فهو متغير خارجي (ترفض إدخالها في النشاط الاقتصادي) بما أنها كانت الدولة العظيمة هي التي تحددها كما نشاء من دون حساب اقتصادي عقلاني.

و يبدو في الجزائر أن مضاعف القرض قد تحول إلى مقسم القروض لأن الإرغام المالي كان غير موجودا تماما في الاقتصاد وأخيرا يمكن أن حوصصة القطاع المصرفي العمومي تؤدي إلى تعزيز و تقوية عملية تمويل الاقتصاد.

Texte:

Notre analyse de la situation économique et sociale de notre pays, menée dans le cadre d'une thèse d'Etat, nous amène à admettre le fait que l'Algérie est loin du maintien d'un ratio (Dette publique / PIB) constant dans un contexte de faible inflation et en laissant le marché déterminer les taux d'intérêt. L'application du programme soutenu par le FMI, au cours de la seconde moitié des années 90, a donné des résultats qui demeurent en deçà des objectifs, ni sur le plan du budget, ni sur celui de la maîtrise monétaire.

Il suffit de s'y reporter pour s'en rendre compte.

1^{ère} section: Le modèle monétariste et la capacité de financement nationale.

Ainsi, le modèle monétaire sur lequel se base le FMI est, en raison de ses hypothèses, à la fois keynésien et monétariste, selon son propre inventeur, le professeur hollandais Jacques POLAK [1]:

1-Keynésien, mettant en jeu le multiplicateur, avec une propension marginale à dépenser égale à 1:

2-Monétariste, avec une vitesse de circulation constante.

Ce modèle, qui est dit également de "programmation financière", se fonde sur une série de quatre équations essentielles qui laissent nettement apparaître la tentative du FMI de chercher à combiner pratiquement l'ensemble des vecteurs d'une politique macro-économique d'un pays (budgétaire, cambiaire, monétaire, commerciale, etc.)

1^{ère} équation: $\Delta Mo = k \cdot \Delta Y$: La variation de l'offre de monnaie d'un pays (ΔMo) est proportionnelle à celle du revenu du pays (ΔY) par un facteur (k) qui est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie; et par conséquent, (k) = Mo / Y

2^{ème} équation: $M = m \cdot Y$: La demande d'importations (M) est une fonction du revenu du pays (Y), (m) étant la propension marginale à importer de ce pays.

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Comme le précise Offerdal, [3] la coordination des politiques budgétaire, cambiaire et salariale est aussi déterminante pour la crédibilité de la politique économique et pour la compétitivité extérieure. Par exemple, au Chili et en Thaïlande après 1984, la baisse du taux de change nominal a entraîné des gains de compétitivité considérables, tandis que l'assainissement budgétaire limitait la hausse des prix intérieurs. Ces progrès ont été appuyés par la suspension de l'indexation systématique des salaires au Chili (1982) et par la souplesse du marché du travail en Thaïlande, ce qui a facilité l'ajustement indispensable des salaires réels. L'amélioration de la viabilité de la politique suivie peut raffermir la confiance du secteur privé en réduisant les craintes d'un changement de cap et réduire les coûts de l'ajustement.

Par ailleurs, l'enquête menée par cet expert du FMI [4] a montré que, dans la majorité des cas étudiés par ses soins, l'accroissement observé du taux d'épargne (Chili, Thaïlande, etc.) est venu avant tout de la hausse de l'épargne publique, même si cette dernière a été compensée en partie par un recul de l'épargne privée. Il est vrai qu'il faut faire attention à ce que cette augmentation de l'épargne publique ne se fasse pas au détriment d'un certain type de dépenses budgétaires, notamment celles qui portent sur l'éducation et la santé de la population.

Daniel Cohen [5] semble opter pour les mêmes orientations en faveur des pays riches. Après avoir expliqué que même les pays riches pouvaient s'appauvrir avec la mondialisation actuelle, qui évolue avec ce qu'il a appelé la troisième révolution industrielle (il s'agit bien sûr de la révolution informatique, il en vient à admettre le fait que le keynésianisme, qui a été à la base de la politique des pays riches après la seconde guerre mondiale, est maintenant en crise, et il est très tentant, bien que cela soit perfide, de tenir la mondialisation pour responsable de ce problème.

L'État providence, dit-il, cède la place à un état grevé de dettes. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les intérêts au titre de la Dette publique représentent le principal poste de dépenses publiques. L'assainissement budgétaire observé dans nombre de pays s'explique, selon Cohen, non par la crainte de l'inflation ou le niveau du déficit extérieur, mais exclusivement par la contrainte que la Dette publique risque d'exercer sur les recettes de l'État.

Il est vrai que, grâce à la mondialisation financière, les pays peuvent financer plus facilement leur déficit, ce qui les rend vulnérables aux décisions des "investisseurs extérieurs".

Ni la régulation macro-économique, ni la lutte contre les inégalités, ne sera en tous cas possible sans que le gouvernement retrouve la maîtrise des dépenses publiques. Il s'agit, donc, pour des pays riches déjà, de réduire les dépenses publiques futiles pour accroître l'épargne publique.

Parallèlement aux mesures prises en faveur de cette augmentation de l'épargne publique, il est clair que celle-ci, dans un pays en voie de développement comme l'Algérie, ne doit pas se retrouver hypothéquée par des phénomènes de la société ou de la démographie.

Rappelons, à cet égard, ce qui est généralement écrit sur des pays comme le Maroc, l'Égypte ou le Brésil, où la spéculation sur la terre, les immeubles de luxe ou les devises étrangères détournent une large partie de l'épargne potentielle de l'investissement

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition
les prix augmentent, le besoin d'une plus grande masse de monnaie en circulation se fait sentir. C'est ce qui s'est passé dans les années 70-80 notamment. C'est ce qui est également constaté dans les années 90.

Mode de financement d'un modèle de production socialiste qui a finalement échoué, la monnaie s'est progressivement mue, en Algérie, en mode de financement d'un modèle de consommation complètement emballé et extraverti, dans lequel le dinar aura perdu au minimum six à sept fois de sa valeur au cours des années 80 et plus de dix fois au cours des années 90.

D'après les statistiques financières internationales d'août 1993 [7], le taux de change officiel du dinar (à comparer avec le franc français) pour un dollar américain a évolué, comme le montre notre **tableau N°07**, de façon fulgurante de 4,824 DA contre un dollar US en 1986 à 23,397 dinars en 1993.

De 1986 à 1993, la valeur du dinar a diminué par rapport au dollar américain d'environ 385%. En 1993, il fallait par conséquent donner quatre à cinq fois plus de dinars pour obtenir la même somme en dollars qu'en 1986. C'est ce que nous révèlent les données statistiques que nous exposerons plus bas.

De juin 95 à juin 98, le dinar a évolué à la baisse de 22,55% par rapport au dollar et de 7% par rapport au franc français. Ainsi, de 1986 à l'an 2000, le taux de change est passé de 4,824 DA pour un dollar à 74,34 DA, ce qui fait une variation de quatorze fois et demie. Ainsi, le dollar de l'an 2000 vaut en dinar, au moins, quinze fois plus qu'en 1986. À partir de différentes sources d'information (presse nationale), il nous a été possible de dessiner les graphes suivants qui montrent bien un trend haussier de la valeur des devises en Dinar algérien.

Les statistiques financières du FMI nous proposent l'évolution suivante de certaines devises fortes par rapport au dollar US au cours des dernières années (1987 à 1995) ainsi que l'évolution du Dinar algérien par rapport toujours au dollar US comme suit :

L'ensemble des statistiques internationales exposées notamment par nos tableaux (**tableau N°8** du taux de change nominal des principales devises et **tableau N°9** du taux de change officiel du Dinar algérien) nous permet d'approfondir l'analyse pour mettre en relief, par nos calculs, le fait que le rapport du dinar algérien au dollar US ne cesse de se détériorer au fil des années (**Tableau N°10**), par exemple, de 0,1486 dollar en 1988 à 0,0196 en 1995. (Réf. 8 et 9).

Ceci nous permet évidemment de construire la **figure N°01** pour illustrer le fait. En l'espace de quelques années à peine, le dollar US valait en 1995 pratiquement sept à huit fois sa valeur en DA en 1988.

Le glissement du dinar par rapport au dollar s'amorce, en fait, dès les années 81-82, suite à la baisse des prix du pétrole à cette époque. Mais, c'est depuis 1986 que la monnaie algérienne commence sa dépréciation à la fois vis-à-vis du dollar US et du franc français. D'abord lente, cette dépréciation s'accélère à partir des années 88-89 (comme nous le montre la **figure N°01**). L'amélioration des réserves de change en fin 90-début 91 (accroissement du prix du pétrole à cause de la crise du Golfe) semble même, d'après le professeur Bedrani, [10] inciter le gouvernement algérien à accélérer sa politique de dérive volontaire du dinar pour rapprocher le taux de change officiel de celui qui s'établirait dans un marché de taux de change libre.

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Ainsi, en reprenant les statistiques précédentes, nous aboutissons à déterminer un rapport du dinar aux principales devises plus ou moins régulier du milieu de la décennie 80 à celui de la décennie 90, mais avec une tendance claire à la hausse (Tableau N°11 et Figure N°02).

Les différentes statistiques sur le taux de change des monnaies internationales permettent donc de constater que, au fil de ces dernières années, il faut mettre plus d'unités en dollars pour acquérir des unités d'autres devises, telles que le mark allemand, le franc français ou la livre sterling anglaise et le yen japonais. Cela signifie que la position dominante du dollar US a été remise en question. L'économie américaine, même si elle dispose encore du leadership, ne peut plus ne pas tenir compte de ses partenaires les plus puissants, notamment le bloc européen et le bloc asiatique. Parallèlement, il faut mettre l'accent sur le risque encouru par l'économie algérienne qui, non seulement voit se détériorer son taux de change officiel par rapport au dollar US, donc par rapport à une devise en dégringolade, mais qui encore continue de vendre son pétrole au cours du dollar US. La contradiction est nettement apparente lorsque nous comparons les courbes d'évolution du dinar (courbe descendante) et des autres monnaies (courbe ascendante). Et, c'est pourquoi nous avons des raisons de nous inquiéter de l'avenir du Dinar algérien est plus sérieuse depuis les dévaluations du début des années 80. Ces courbes pourraient le montrer les données publiées par la Banque mondiale à l'achat et à la vente: (Tableau N°12).

Les variations du Dinar algérien par rapport à une seule devise étrangère à la fois en 1980, 1985, 1990, 1995, 2000 et 2005 respectives (Figures N°03 à 06) qui confirment cette tendance.

Les variations dans le pouvoir d'achat des citoyens, dans un élan de cœur national, ont été expliquées par quelque sorte un choc externe. Il est vrai que, dans une optique anti-impérialiste, on l'a habituée à tout rejeter sur l'étranger. En fait, ces variations en masquent d'autres, notamment celles liées à la répartition du revenu. En effet, les groupes sociaux ne sont pas tous logés à la même enseigne. Les hommes politiques, les ambassadeurs et leurs agents, les cadres décors, les pilotes d'Air Algérie et bien d'autres privilégiés du système bénéficient d'une notation de revenus en devises, qui leur permet d'échapper à la baisse de leur pouvoir de consommation. Quant à tous les autres, ils espèrent paradoxalement en d'autres accroissements de la masse de monnaie redistribuée.

Nous retombons pratiquement toujours à la même situation qui prévalait auparavant. Dans les années précédentes, il y avait sur-évaluation du dinar algérien. Et, comme l'avait expliqué le professeur Henni, le taux de change était utilisé à bon escient pour favoriser certains "secteurs" dans la compétition pour l'acquisition des devises. Ainsi, écrit Henni [12], les branches caractérisées par peu d'investissements et beaucoup de surplus sont pratiquement fermées: il est difficile d'y pénétrer, l'investissement se faisant donc sur autorisation. Plus la branche est fermée, plus son coefficient de transformation devises- dinars est élevé. Ceci veut dire que la valeur ajoutée n'est, en grande partie, qu'une redistribution du surplus pétrolier. Une fois la structure des échanges et des paiements extérieurs définie, le reste devient affaire intérieure de

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition redistribution secondaire et la question des salaires et des profits devient une pure question d'arbitrage s'appuyant sur des prétextes techniques (nombre de machines, nombre d'emplois, etc.).

Pour arriver à de telles conclusions, le professeur Henni est parti évidemment de la valeur de la monnaie nationale en devises, c'est-à-dire du taux de change, réel et informel, pour calculer ce qu'il a appelé "surplus du consommateur" et "surplus du producteur". De là; il a comparé les budgets devises des secteurs avec leurs contributions à la valeur ajoutée. La comparaison des montants absolus de budgets devises avec la valeur ajoutée des secteurs laisse, selon lui [13], apparaître deux choses :

1-les budgets devises ne sont pas calculés ni accordés en fonction de la valeur ajoutée du secteur correspondant ;

2-le rapport de transformation devises- valeur ajoutée en DA varie considérablement selon les secteurs ; les titulaires de devises s'approprient plus en contre- valeur dinars du simple fait d'accéder aux devises qu'ils n'ajoutent de valeur au pays. Ceux qui accèdent aux devises enregistrent donc un surplus sans avoir besoin de produire.(**Tableau N°13**)

La contre- valeur marchande des devises obtenues est plus forte, dans certaines branches, que la valeur qu'elles ajoutent exprimée en DA. Ces branches n'ajoutent pas de la valeur: elles ne sont , en fait, que des « prétextes d'activité » en vue de capter la rente pétrolière au travers des quotas de devises alloués pour leur fonctionnement (les autorisations d'importation), ce qui prouve que le taux de change n'a pas été , en Algérie, un prix, mais une variable primordiale de la répartition.

Conséquence de tout cela: la masse monétaire n'a cessé d'augmenter depuis les années 70. A la fin de la décennie 1980, son montant était de 326.900 millions de dinars en 1989 contre à peine 13.076 millions au début de la décennie précédente, en 1970. (**tableau N°14**).[14]

Et, selon le directeur du trésor algérien [15] en 1993, la masse monétaire se situe entre 650 et 660 milliards DA tandis que la dette publique atteindrait 805 à 810 milliards DA. Compte tenu des obligations du Trésor de racheter, à l'époque, le découvert de 22 entreprises dites déstructurées se chiffrant à plus de 110 milliards DA, la dette publique en cours avoisinerait donc les 920 à 930 milliards DA, ce qui représentait 85 à 90% de la PIB du pays. Selon les statistiques publiées par la suite, sur les disponibilités monétaires et quasi - monétaires (en Milliards DA), nous relevons que la masse monétaire dépasse les 900 milliards DA en 1996, conformément au **tableau N°15** [16]:

Il est alors possible de disséquer l'ensemble du tableau, de spécialiser les données et de prendre en considération la structure des avoirs extérieurs nets :pour une meilleure analyse, pour obtenir successivement les **tableaux 16 et 17**

Les résultats obtenus au travers des tableaux précédents nous facilitent ensuite le retour aux contreparties monétaires et, en déduisant les autres postes nets, nous aboutissons aux crédits intérieurs destinés à l'économie qui auraient évolué de 774,4 en 1994 à 967,1 en 1995 pour atteindre finalement 1.054,3 en 1996. (**Tableau N°18**).

À partir de là, il nous est encore possible d'apprécier les contreparties monétaires, à travers un autre tableau (**tableau N°19**).

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Comme l'écrit Poulon [20], les tableaux suivants (**Tableaux N°23 et N°24**) peuvent s'interpréter en disant que toute monnaie est émise en contrepartie de créances sur l'extérieur (or et devises) , de créances sur l'état (Trésor) et de créances sur des agents économiques résidents (crédits à l'économie), dans les proportions résultant de la colonne gauche du tableau.

Dans une optique comptable, nous pouvons écrire, avec Granier et Giran [21] , que la masse monétaire est une dette des émetteurs de monnaie à l'égard des entreprises et des particuliers. Or, si traditionnellement les émetteurs sont, en principe, au nombre de trois: la Banque Centrale du pays, le Trésor Public (personnification financière de l'État) et les banques de second rang (banques autres que la banque centrale), nous ne risquons nullement de commettre une faute trop grosse en ne citant , pour l'Algérie, que l'État. Étant donné que tout (du moins officiellement et en apparence, car nous ne devons pas perdre de vue le secteur informel) est encore concentré entre ses mains, même si des changements notables se font sentir ces derniers temps, l'État seul est émetteur d'offre de monnaie et, dans ce cas, il est seul redevable de cette "dette" éventuellement. Ce qui aggrave son cas, c'est que la contrepartie "or et devises" est fortement négative alors qu'en général, dans d'autres pays, elle tourne autour des 5 à 10% positifs.

La variation des réserves internationales (or monétaire, devises) est un indicateur rare de la santé financière d'un pays. Sur une longue période (de 1980 à 1997), les dernières statistiques de la Banque Mondiale [22] révèlent l'état suivant des réserves internationales en Afrique (en millions de \$, fin 1997): Egypte:19405; Algérie: 9668; Afrique du sud: 5957; Nigeria:4334; Maroc: 4194; Tunisie: 2043; Ghana: 930; Maurice: 721; Côte d'ivoire: 636; Ouganda: 633; Tanzanie: 622; Kenya: 603; Lesotho: 572; Mozambique: 517; Ethiopie: 502.

Pour ce qui est des crédits à l'économie, leur part dépasse la normale, avec plus de 100 %. Tout passe par les banques: il s'agit d'une véritable économie d'endettement.

Pourtant, malgré cette optique comptable, dans laquelle le stock de monnaie est une créance- dette, ce stock, dit-on [23] peut être considéré comme une richesse nette au plan global. La valeur de cette richesse est obtenue à partir de l'évaluation des services que rend la monnaie à l'économie.

Mais, comme dans la théorie économique orthodoxe, l'offre de monnaie en Algérie demeure hypothétiquement une variable exogène (une variable qui refuse en quelque sorte d'être endogénéisée à l'activité économique) dans la mesure où l'État démiurge en a toujours fixé le niveau à sa guise, sans que sa décision fût forcément reliée à un calcul économique rationnel.

L'offre de monnaie, en Algérie, paraît donc beaucoup plus institutionnelle que fonctionnelle. La liquidité bancaire, qui est la liquidité de l'ensemble consolidé des banques, apparaît donc comme la somme des encaisses des banques. Sur la base des données précédentes, nous avons alors procédé, toujours pour les années 94/95/96, au calcul suivant: « Billets (-B)+ Or et Devises (+G)+ Refinancement (+F) = Liquidité bancaire (L) » qui nous donne, entre autres, successivement une liquidité bancaire égale à 665,1 puis 612,3 et enfin 521,1. (**Tableau N°25**)

Ainsi, suite à ces calculs, nous constatons facilement que le refinancement représente "la part du lion" des facteurs de liquidité bancaire: 116.43% en 1994, 158%

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition
trésorerie, parce qu'elles sont pratiquement sûres d'obtenir, auprès de la Banque
d'Algérie, le refinancement demandé, parce que c'est le "système de régulation étatique"
qui l'impose, d'où un coefficient d'expansion monétaire important.

Si l'état algérien semble avoir eu la prouesse de concilier les questions monétaires
avec le bien-être individuel et collectif du citoyen, puisqu'il s'agissait de refinancer des
EPE sans contrepartie productive pourvu qu'elles aient de quoi payer leurs personnels,
comment faire pour concilier les mêmes questions avec un véritable développement ?

L'Etat algérien a toujours été le seul en quelque sorte à estimer la valeur, celle des
biens et des services (par la détermination des prix), celle de la monnaie (taux d'intérêt,
taux de change) et celle du travail (détermination du SNMG). Le marché a tenté de s'y
opposer par l'inflation des prix, de la masse monétaire et des revenus. Entre les deux,
faut-il choisir ? Ou bien, y a-t-il une autre voie qui fasse une petite place à l'homme ?

La contrainte financière n'a jamais eu droit de cité dans l'économie algérienne.

Comme l'écrit Mme Guillaumont, [26] enfin, il est possible que la dépréciation de la
monnaie sur le marché des changes accentue les revendications salariales plus que
l'appréciation de la monnaie n'est susceptible de les atténuer.

Quelle que soit sa cause, écrit Alchian, [27] une hausse des prix réduit en théorie et
en fait la valeur de la monnaie, qui ne porte pas intérêt, dans laquelle sont exprimés les
prix. Ceux dont les dettes sont exprimées en monnaie, découlant d'opérations de crédit,
gagnent en fortune réelle par suite de la réduction de leurs obligations réelles. S'il
n'existe pas de monnaie parfaite représentant du pouvoir d'achat ou portant intérêt,
l'inflation, prévue ou non prévue, se traduit toujours par une perte de fortune pour les
détenteurs de monnaie. Elle entraîne également une perte générale d'efficacité et,
partant, de fortune, pour l'ensemble de la collectivité car celle-ci doit avoir recours à des
moyens d'échange et à une spécialisation de la production moins efficaces. [28]

Dans le chapitre huit de "Money and the Nation State", Alan Reynolds, [29] en se
fondant sur des situations qui se sont produites dans différents pays (les « tigres »
d'Asie, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Israël, Jamaïque, Maurice, Mexique et
Philippines), cherche à démontrer que le FMI impose à ses pays membres en quête
d'assistance financière des remèdes pires que le mal lorsqu'il les incite ou les force par
la pression à accroître la fiscalité et à dévaluer leur monnaie.

Les pays peuvent, en effet, avoir avantage à alléger les impôts s'ils ont déjà un
niveau de fiscalité élevé: leur capacité à mobiliser des recettes s'accroît du fait que la
réticence à payer des impôts diminue et que, dans le même temps, l'incitation à
travailler et à produire augmente, ce qui a une répercussion positive sur la croissance du
PIB. Il semblerait, ces derniers temps, que le ministre algérien des finances y ait fait
allusion; en effet, bien que son adhésion éventuelle à l'OMC ferait perdre à l'Algérie
chaque année 1,4 milliards de dinars algériens à la suite du démantèlement tarifaire
prévu par l'accord avec l'union européenne, le ministre ose aujourd'hui, en 2001, parler
enfin d'allègements fiscaux éventuels "à condition que tout le monde paye" (dixit) [30].
En tous cas, cette question fut l'objet d'un âpre débat entre le représentant du ministère
de l'économie, à l'époque, et nous même à la suite de notre communication *sur « les
fondements réels du succès de la privatisation des E.P.E algériennes. »*[31].

- BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition
- 08-FMI- études économiques et financières: Perspectives de l'économie mondiale- Taux de change nominal du \$ mai 1995-p156
- 09-**International Financial Statistics**- December 1995- Algeria, p80 et 81
- 10-**BEDRANI Slimane**, L'Algérie, un cas d'ajustement volontaire ?p99 à 120- in Ajustement et Développement au Maghreb, en Afrique subsaharienne et en Europe de l'est)- sous la direction de Driss Guerraoui- Les éditions Toubkal et L'Harmattan, 1993- p115-
- 11-**Sources diverses**: El-Watan (juin 95; juillet 95; avril 97; mai 98; février 99); La République (juin 98); Jeune indépendant (février 2000); Le Soir (juillet- août 91; janvier 95).
- 12-**Henni Ahmed**, Le taux de Change comme Variable de Répartition Primaire- par Ahmed Henni, Directeur de l'unité de recherche « Régulation macro-économique » du CREAD- in Répartition des revenus en Algérie- Les Cahiers du CREAD- N°34- 2^{ème} Trimestre 1993-p56-
- 13-**Henni Ahmed**, Directeur de l'unité de recherche « Régulation macro-économique » du CREAD: Le taux de Change comme Variable de Répartition Primaire- in Répartition des revenus en Algérie- Les Cahiers du CREAD- N°34- 2^{ème} Trimestre 1993-p54.
- 14-**Sources diverses**- FMI Financial statistics (années 70-85) + Actualité économie N°44 de février 1990, p9 (années 86-89)+ El-moudjahid 27-12-1989,p2.
- 15-**El-Watan** N°901 du jeudi 16-9-1993, p3: article de R.Bekkat au sujet du Rapport de la commission Algérie 2005/ Atelier sur l'évaluation et les perspectives de l'économie, tenu au Club des Pins les 14 et 15 septembre 1993, p3.
- 16-**Site Internet** Site WEB: <<http://www.ons.dz>> Source: Banque d'Algérie-
- 17-**Site Internet** Site WEB: <<http://www.ons.dz>> Sources: O.N.S / Services du Délégué à la Planification
- 18-**Poulon Frédéric**, économie générale- Dunod, Paris, 1984-p231
- 19-**Poulon Frédéric** (même référence précédente).
- 20-**Poulon Frédéric** , économie générale- Dunod, Paris, 1984-p226
- 21-**Granier Roland** et **Giran Jean-Pierre**, Analyse économique- Economica,Paris,1984-p253
- 22-**Gharbi Samir** -Jeune Afrique N°1980-1981- du 22-12-98 au 4-1-99-Le saviez-vous ? p82- Les mêmes statistiques révèlent que la plus forte augmentation en Afrique a été réalisée par l'Ouganda (de 3millions à 633 millions \$), suivie par la Tanzanie (31 fois plus), la Côte d'Ivoire (14 fois), le Lesotho (11), l'Egypte (8), Maurice (7), le Maroc (5), la Tunisie (3), le Ghana (3). Elles révèlent aussi que les réserves ont fondu, notamment, au Nigeria (-60%) et en Afrique du Sud (-24%) En Algérie, la situation s'est améliorée malgré la guerre civile (de 7,1 à 9,7 milliards \$).
- 23-**Granier Roland** et **Giran Jean-Pierre**, Analyse économique- Economica,Paris,1984-p253
- 24-**Le quotidien d'Oran**- samedi 31 mars 2001- p7-Entretien avec Benachenhou, Ministre des Finances- article de Saber et Daoud.
- 25-**Poulon Frédéric** , économie générale- Dunod, Paris, 1984-p229-

ANNEXES : Tableaux et Graphiques

Tableau N°01

(millions DA)	1994	1995	1996
Revenu	1 201 277,6	1 620 166,5	2 052 226,7
Variations ΔY	-	418.888,9	432.060,2
Offre monétaire	723.600	799.600	919.600
Variations ΔMo		76.000	120.000
Importations	340.142,4	513.192,5	498.325,5
Variations ΔM		173.050,1	-14.867
Propension margin. à importer		0,4131	-0,0344
Exportations des hydro-carbures (Xh)		8.606 millions \$ = 369137 millions DA	9.730 millions \$ = 496327 millions DA
% dans les X		73,75%	66,73%
Exportations hors Hyd	320.120,5	500.563,0	743.838,9
Variations ΔXh		180.442,5	243.275,9
Réserves extérieures	60400	26300	133900
Variations ΔR		-34100	107.600
Crédit intérieur (D)	774400	967100	1.054300
Variations ΔD		192.700	87.200
Capitaux non bancaires	- 111,3	- 193,8	- 268,6

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition
Tableau N°02 :

Années	1994	1995	1996
TOTAL des exportations 10 ⁶ DA	320.12 0,5	500.563,0	743.838,9
Variations ΔX calculées	-	180.442,5	243.275,9
TOTAL des importations 10 ⁶ DA	340.14 2,4	513.192,5	498.325,5
Propension marginale à importer calculée		0,4131	-0,0344
Variations ΔM calculées		173.050,1	-14.867
Indices ΔX		100	135
Indices ΔM		100	-91 soit 9 de différentiel
M = m.Y		0,4131(1620166,5)= 669.291	-0,0344 (2052226,7) = -70597
Variations Δ	-	418.888,9	432.060,2
Produit : m		0,4131.(418888,9)=1 73.043	-0,0344 (432060,2)= -14.862,9
M' = M		173043	513185,4 - 14862,9 = 498.322,5
Différentiels d'M			707.498322,5
Indices différentiels	Bas 100	100	

Tableau N°03

1995	1996
ΔMo = 76.000	ΔMo = 120.000
Moins ΔD = 192.700	Moins ΔD = 87.200
ΔR = -116.700	ΔR = 32.800

Tableau N°04

Désignation	1994	1995	1996	1997	1998
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation	-40 744,1	-69 096,9	147 728,7	222 510,9	-30 862,3
= Ressources Courantes	451 858,3	663 424,7	920 457,3	965 324,2	772 398,5
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation (en%)	-8,29%	-9,43%	+19,13%	+29,66%	-3,84%

Tableau N°05

Exportations hors Hyd	320.120,5	500.563,0	743.838,9
-Importations	-340.142,4	513.192,5	498.325,5
Restent (X - M):	-20.021,9	-12.629,5	245.513,4
ΔR		$\Delta R = -116.700$	$\Delta R = 32.800$
$K = \Delta R - (X - M)$		$-116.700 + 12.629,5 = (-104.071)$	$32.800 - 245.513,4 = (-212.713)$

Tableau N°06

	1994	1995	1996	1997	1998*
Solde des Opérations Courantes	-39 556,0	-68 847,1	148 478,2	215 071,2	-31 116,6
Achats Nets des Ventes d'Actifs Incorporels	-60,9	-59,7	-343,1	-43,9	-152,9
Solde des Opérations en Capital	-1 127,2	-190,1	-406,4	7 483,6	407,2
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation (millions DA)	-40 744,1	-69 096,9	147 728,7	222 510,9	-30 862,3

Tableau N°07 : Evolution du Dinar par rapport au Dollar US comparativement au franc français, de 1986 à 1993 : :

Année	aux ae		aux rf	
	A c/\$	F c/\$	A c/\$	F c/\$
1986	,824	,455	,702	,9261
1987	,936	,34	,850	,0107
1988	,731	,059	,915	,9569
1989	,032	,788	,609	,3801
1990	2,191	,129	,958	,4453
1991	1,392	,180	8,473	,6421
1992	2,781	,5065	1,836	,2938
1993	3,397	,695	2,833	,4583

NB : Par taux de marché, on entend les taux de change déterminés essentiellement par les forces du marché; le taux officiel est un taux de change établi par les autorités. La série dite "ae" comprend des taux de fin de période et la série dite "rf" les moyennes, sur la période, des taux de change du marché et des taux de change officiels.

Tableau N°8 : taux de change nominal des principales devises

l unité	1987	88	89	90	91	92	93	94	95
FF	6,01	5,96	6,38	5,45	5,64	5,29	5,66	5,55	5,00

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Yen	144,6	128,2	138	144,8	134,7	126,7	111,2	102,2	91,3
Mark	1,80	1,76	1,88	1,62	1,66	1,56	1,65	1,62	1,41
£. sterl.	1,63	1,78	1,64	1,78	1,76	1,76	1,50	1,53	1,60

Tableau N°9 : taux de change officiel du Dinar algérien

	1988	89	90	91	92	93	94	95
Taux officiel	6,731	8,032	12,191	21,392	22,784	24,123	42,893	51,010
\$US								

Tableau N°10: Unités de dollars contre un dinar

D.A / \$	1988	89	90	91	92	93	94	95
Nombre de \$	0,1486	0,1245	0,0820	0,0467	0,0439	0,0415	0,0233	0,0196

Tableau N°11 : Rapport du Dinar algérien aux principales devises (1987 à

1994) :

1 unité	89	90	91	92	93	94
FF	0,1835	0,1773	0,1890	0,1767	0,1802	0,2
Yen	0,0074	0,0079	0,0090	0,0098	0,0098	0,0195
D.Mr		0,6410	0,6061	0,6173	0,7092	
£			0,6666	0,6536	0,6250	

Tableau N°12 : Taux...

18-6-95-Watan	47,16			
26-7-95	49,14			
7-4-97	55,66	59,07		
3-5-98	57,69	61,22		6,29
24-5-98	57,96	60,88	42,54	44,70
31-5-98	57,15	60,64	41,49	44,06
24-6-98-République	57,75	61,34	40,25	42,82
5-2-00-Jeune Indép.	68,72	72,92	64,81	68,80
6-2-00-Watan	70,06	74,34	64,43	68,43
Tableau N°12 suite c	100 Deutchmark		1 Franc français	
in :				
18-6-95-Watan	3344,98	3551,11	9,52	10,11 DA
26-7-95	3549,85	3768,58	10,20	10,83
7-4-97	3334,23	3539,33	9,90	10,51
3-5-98	3211,46	3408,90	9,58	10,17
24-5-98	3258,41	3423,99	9,72	10,21
31-5-98	3233,78	3433,60	9,64	10,24
24-6-98-République	3211,29	3411,11	9,58	10,18
5-2-00-Jeune Indép.	3520,05	3736,77	10,49	11,14

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

6-2-00-Watan	3480,41	3696,61	10,38	11,02
--------------	---------	---------	-------	-------

Tableau N°13: comparaison des montants absolus de budgets devises avec la valeur ajoutée (1989) :

Branche	Devises obtenues au cours du marché	Valeur ajoutée 10 ⁶ DA	Surplus réélis 10 ⁶ DA
Plastique – chimie	2691	471	+2220
ISSME	2781	1529	+1252
Textile	2565	2137	+428
Cuir et chaussures	354	472	-72
Agro-alimentaire	387	4846	-4459

Tableau N°14 : évolution de la masse monétaire de 1970 à 1989- millions de dinars

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	13.076	13.925	18.139	22.920	24.955	32.320
Année	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	51.406	65.866	78.902	92.295	107.937	137.890
Année	1984	1985	1986	1987	1988	1989
	194.717	223.860	226.900	257.900	292.900	326.900

Tableau N°15 : Disponibilités monétaires et quasi - monétaires (en Milliards DA)

Désignation	1994	1995	1996
Monnaie et Quasi - Monnaie (M2)	723,6	799,6	919,6
Monnaie	475,9	519,1	595,2
- Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
- Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
- Banques	196,5	210,8	238,9
- C.C.P. et Trésor	56,4	58,5	65,7
Quasi - Monnaie	247,7	280,5	324,4
Contreparties de la Masse Monétaire	723,6	799,6	919,6
Avoirs Extérieurs Nets	60,4	26,3	133,9
- Banque d'Algérie	50,7	15,6	122,4
- Banques	9,7	10,7	11,5
Crédits Intérieurs	774,4	967,1	1.054,3
- Crédits à l'Etat	468,5	401,5	282,2
- Banque d'Algérie	246,3	231,9	172,5
- Banques	165,8	111,1	44,0
- Autres	56,4	58,5	65,7

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

- Crédits à l'économie	305,8	565,6	772,1
Autres Postes Nets	- 111,3	- 193,8	- 268,6

Tableau N° 16 : structure de la masse monétaire entre 1994 et 1996 (milliards DA) :

Rubriques	1994	1995	1996
1-Quasi-Monnaie	247,7	280,5	324,4
2-Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
3-Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
A=Contreparties de la Masse Monétaire	723,6	799,6	919,6
Avoirs Extérieurs Nets	60,4	26,3	133,9
B=Contreparties moins Avoirs extérieurs	663,2	773,3	785,7
Autres Postes Nets	- 111,3	- 193,8	- 268,6
C= B - Autres postes nets	774,5	967,1	1054,3

Tableau N° 17 : Structure des avoirs extérieurs nets :

Rubriques	1994	1995	1996
Autre	- 111,3	- 193,8	- 268,6
Avoirs Extérieurs Nets	60,4	26,3	133,9
Au M	60,4 = 50,9	193,8 - 26,3 = 167,5	268,6 - 133,9 = 134,7
Crédits intérieurs			134,7

Tableau N°18 : évaluation et

Rubriques	1994	1995	1996
Crédits à l'Etat	468,5	401,5	
- Banque d'Algérie	246,3	231,9	172,5
- Banques	165,8	111,1	44,0
- Autres	56,4	58,5	65,7
Crédits à l'économie	305,8	565,6	772,1
= Crédits Intérieurs	774,4	967,1	1.054,3

Tableau N°19 : Contreparties monétaires

Rubriques	1994	1995	1996
1-Crédits Intérieurs	774,4	967,1	1.054,3
2- Banque d'Algérie = 3-4	50,7	15,6	122,4
3-Avoirs Extérieurs Nets	60,4	26,3	133,9
4- Banques	9,7	10,7	11,5
Contreparties de la Masse Monétaire = 1-2	723,6	799,6	919,6

Tableau N°20 : Structure des contreparties monétaires de 1994 à 1996

	1994	1995	1996

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Quasi-Monnaie (M2 - M1 et autres placements)	247,7	280,5	324,4
Monnaie (M1)	475,9	519,1	595,2
Monnaie et Quasi - Monnaie (M2)	723,6	799,6	919,6

Tableau N°21 : Structure de la monnaie (M1) elle même :

	1994	1995	1996
Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
Monnaie (M1)	475,9	519,1	595,2

Tableau N°22 : Evolution des principaux indicateurs monétaires (en pourcentages)

Désignation	1994	1995	1996
Croissance de la masse monétaire M2	15,3	10,5	15,0
Croissance des crédits à l'économie	38,9	84,9	36,5
Liquidité de l'économie	45,5	38,7	34,4
Part de la circulation fiduciaire dans M2	30,8	31,2	31,6

Tableau N°23 : Masse monétaire et Contreparties (1994 à 1996)

	1994	1995	1996		1994	1995	1996
Contreparties				Masse monétaire			
Or et devises- G	113,7	-105	-242,6	Billets- B	223,0	249,8	290,6
Trésor- T	56,4	58,5	65,7	Dépôts - D	252,9	269,3	304,6
Crédits - C	305,8	565,6	772,1				
Total - M	475,9	519,1	595,2	Total - M	475,9	519,1	595,2

Tableau N°24 : Structure des Contreparties monétaires (1994 à 1996)

	1994	1995	1996
Contreparties :			
Or et devises- G	23,89	-20,23	-40,76
Trésor- T	11,85	11,27	11,04
Crédits - C	64,26	108,96	129,72
Total - M	100%	100%	100%

Tableau N°25= Facteurs de Liquidité bancaire en Algérie (1994 à 1996)

	1994	1995	1996		1994	1995
Facteurs de liquidité bancaire :				Liquidité bancaire :		
Billets: -B	-223,0	-249,8	-290,6	Liquidité bancaire : L	665,1	612,3
Or et devises : +G	113,7	-105	-242,6			
Refinancement : +F	774,4	967,1	1.054,3			

BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Total : L	665,1	612,3	521,1	Total : L	665,1	612,3
-----------	-------	-------	-------	-----------	-------	-------

Tableau N°26: Proportions des différents facteurs de liquidité bancaire (1994 à 1996)

	1994	1995	1996
Facteurs de liquidité bancaire			
Billets: -B	-33,53	-40,80	-55,77
Or et devises : +G	17,10	-17,15	-46,56
Refinancement : +F	116,43	158	202,32
Total : L	100%	100%	100%

Tableau N°27 : Paramètres monétaires et Crédits à l'économie (1994 à 1996)

- Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
- Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
= Monnaie (M1)	475,9	519,1	595,2
Crédits à l'économie	305,8	565,6	772,1
- C.C.P. et trésor	56,4	58,5	65,7
= Crédits	774,4	967,1	1.054,3

Tableau N°28 : "Base monétaire" (1994 à 1996)

BM = M1		1995	1996
B		249,8	290,6
L			521,1
BM = L+B			811,7
G			
F	774,4		
BM = G+F	888,1		

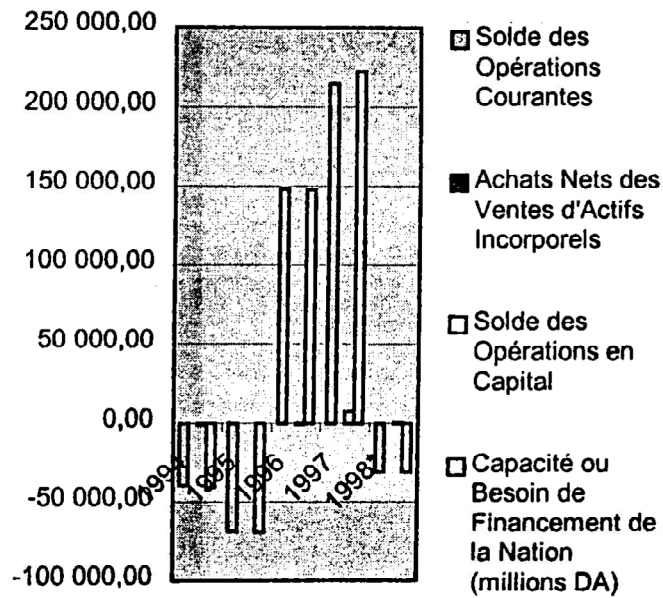
Tableau N°29 : Masse monétaire, Billets et dépôts

M = B+D	1994	1995	
B	223,0	249,8	290,6
D	252,9	269,3	304,6
M = B+D	475,9	519,1	595,2

Tableau N°30 : Multiplicateur du crédit en Algérie

Années	1994	1995	1996
$m = M / (L+B)$	$475,9 : 888,1 = 0,5359$	$519,1 : 862,1 = 0,6021$	$595,2 : 811,7 = 0,7333$
$m = 1/r + b - rb$	$1: 2,6299 + 0,4686 - (1,2323) = 1: 1,8662 = 0,5358$	$1: 2,2737 + 0,4812 - (1,0941) = 1: 1,6608 = 0,6021$	$1: 1,7108 + 0,4882 - (0,8352) = 1: 1,3638 = 0,7332$

Capacité de Financement de l'Algérie (millions DA)



BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Fig.01-Evolution du change du Dinar en Dollar US -
1988 à 1995

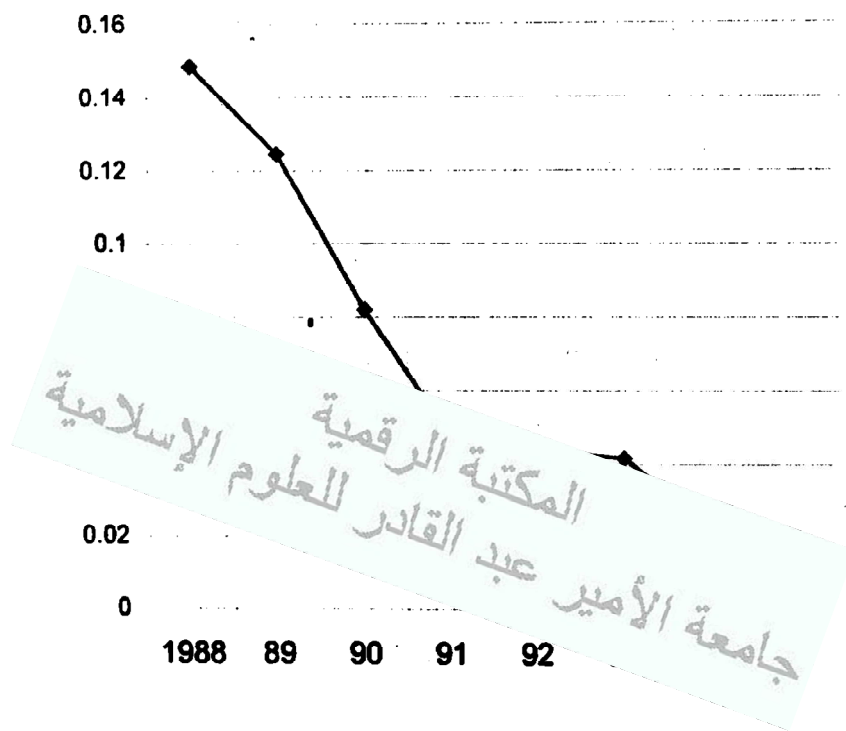


Fig.02- Evolution des principales devises par rapport au dollar US (1988 à 1995)

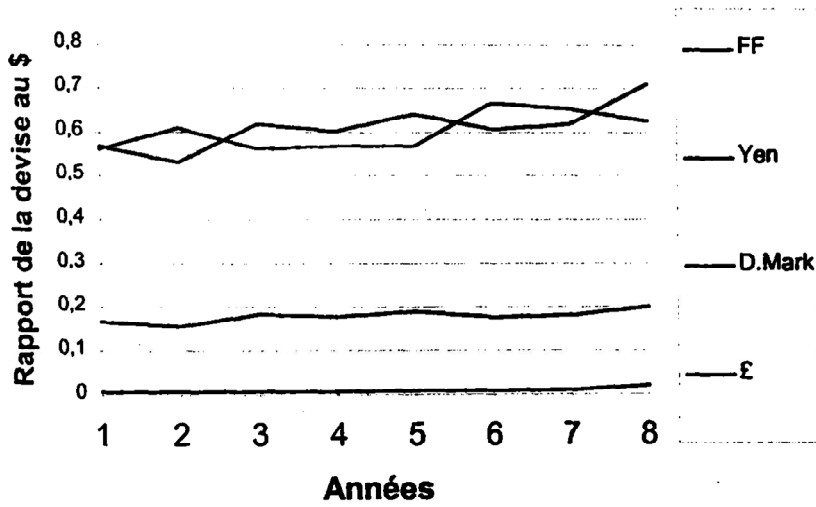
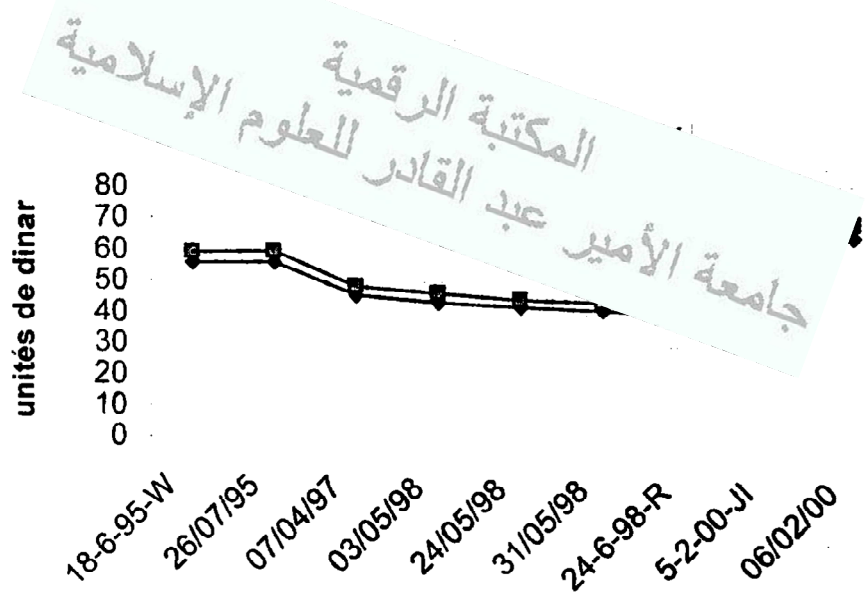
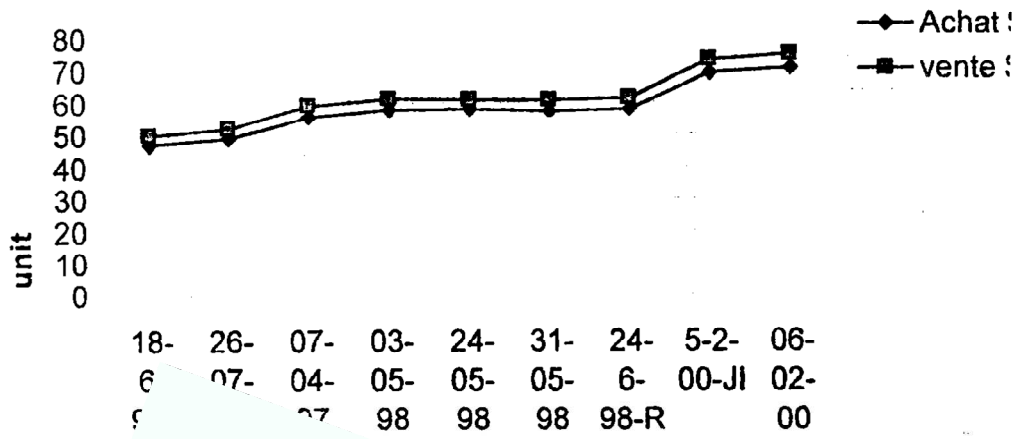


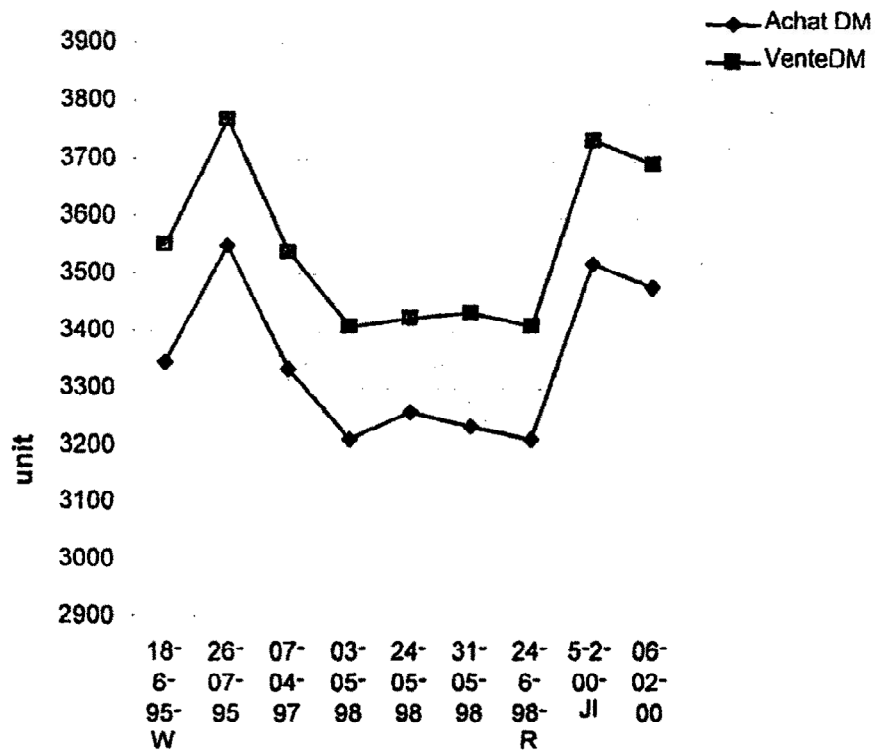
Figure 04 - évolution du Yen japonais en dinar algérien (1995-2000)

BOUMENDJEL Said Monnaie et Répartition



المكتبة الرقمية
عبد القادر للعلوم الإسلامية
جامعة الأمير عبد القادر

Fig.05-évolution du Mark en DA



BOUMENDJEL Saïd Monnaie et Répartition

Fig.06- évolution du FF en DA

